

luttons en classes

étudiants, travailleurs, même combat



Un spectre hante les facs : le spectre des examens. Les solutions les plus diverses sont proposées, du boycottage à l'examen collectif, sans toujours attaquer le problème à la racine, c'est-à-dire en permettant une réflexion sur le rôle économique et social du diplôme. Celui-ci, en effet, n'a pas de « valeur » en soi, contrairement à ce qu'on tend à nous faire croire, toutes tendances mandarinales confondues : la patronat a bien montré que pour lui les diplômés n'étaient que chiffons de papier.

Cela a ouvert les yeux à de nombreux étudiants qui se posent aujourd'hui pour la première fois le problème des examens comme un objectif de lutte, faisant ainsi pièce au rôle d'épouvantail qu'ils sont sensés avoir eu.

Cette première atteinte aux examens doit se systématiser et s'approfondir ; ceux-ci sanctionnent et confondent deux choses : une qualification certes, mais aussi, à travers elle, un statut hiérarchique. Plus on s'élève dans l'échelle universitaire, plus l'examen sanctionne le second aspect au détriment du premier : ainsi l'agrégation est un titre dont la seule valeur est hiérarchique tandis que les DUIT ou même les nouvelles MST sanctionnent une qualification à prestige social faible. Passer sous silence cette contradiction revient à assimiler hiérarchie et qualification et cela a deux conséquences, faussement opposées : soit la défense d'une qualification dont on assume la prétention hiérarchique, ce qui revient au refus d'une remise en cause de la division sociale du travail, soit on nie que le diplôme universitaire sanctionne aussi une qualification propre et on se condamne à ne parler qu'abstractionnellement du droit à l'emploi et à n'avoir qu'une critique idéologique et verbale de cette division du travail.

élargir la lutte

Les examens ne sont donc pas qu'une question de légalité qu'il s'agirait soit de subvertir, soit de respecter, suivant les buts qu'on se fixe et l'appréciation qu'on a du rapport des forces. Ils posent le problème du rôle de l'appareil scolaire dans la reproduction des rapports de production capitaliste. La réponse ne peut venir que d'une intervention des travailleurs sur l'école, de l'ouverture d'un front de lutte sur les problèmes de la division sociale du travail. Les luttes antihierarchiques, les luttes sur les classifications, sur la formation permanente permettent une jonction concrète avec les luttes étudiantes pour le droit à l'emploi, pour l'ouverture de l'Université à tous sans conditions de diplômes, contre toute forme de solutions, pour une formation permanente et critique sous contrôle syndical à tous les moments de la vie. La possibilité, par un contrôle populaire sur l'école, de mettre en échec le pouvoir institutionnel diffus qu'elle exerce pose à la fois les bases pour un système de formation différent et invite à élargir la lutte en direction du pouvoir central.

quatre ans entre quatre murs

Car si le gouvernement est aujourd'hui minoritaire électoralement, il est encore fort de tous ces pouvoirs institutionnels à travers lesquels la bourgeoisie exerce son hégémonie sur la société. C'est pourquoi il est illusoire de penser qu'une extension des luttes suffirait à le mettre en question, de même qu'il est illusoire de croire qu'une victoire électorale déposséderait ipso facto la bourgeoisie de son pouvoir. Ceux qui se sont servis de la lutte étudiante pour des manoeuvres politiciennes, soit en tentant de l'étouffer, soit en cherchant à faire pression sur les partis du programme commun n'ont pas seulement empêché le développement du mouvement de masse, mais ont fait un mauvais calcul politique. Car l'alternative politique, ce n'est pas le seul problème du gouvernement : assimiler tout le pouvoir à une instance juridico-répressive dont celui-ci serait le sommet, amène à toujours osciller entre l'électoratisme et le putschisme. Le Portugal est là pour nous rappeler que ce choix mène à l'impasse. L'alternative politique c'est la construction d'un bloc social offensif qui puisse, dès aujourd'hui, faire de toutes les institutions des lieux de contradiction, des lieux de contre-pouvoir, et assurer dans cette lutte une nouvelle hégémonie, celle de la classe ouvrière.

Le mouvement étudiant contre la réforme du second cycle a permis un moment la construction d'une telle unité populaire. A la base, des actions communes étudiants et travailleurs ont pu parfois être menées. Mais leur jonction durable et offensive demande autre chose que des forums avec des travailleurs en grève. Seul un syndicat anticapitaliste de masse peut rassembler les étudiants et réaliser une jonction durable avec les travailleurs. C'est la tâche que s'est fixée le MAS. Il s'en explique plus loin. Espérons qu'il arrivera à sortir les étudiants du ghetto où ils passent quatre ans entre quatre murs.

Joël ROMAN ■

école et autogestion

Pour des militants qui luttent pour l'autogestion socialiste, parler de « l'école socialiste » est un non-sens : se battre pour l'instauration du socialisme, c'est se battre pour la destruction de l'Etat bourgeois — donc de l'ensemble des appareils d'Etat mis en place par la bourgeoisie pour assurer son propre pouvoir... L'école fait partie de ces appareils, faut-il le rappeler ? Les enseignants, en tant que corps spécialiste coupé de toutes activités de production, sont eux aussi appelés à disparaître. Mais, il ne s'agit pas de s'en tenir à ces rappels et de se contenter d'appeler à la destruction de l'école !

Dès maintenant, les luttes à impulser contre cette institution sont porteuses du projet de société ; se battre pour le contrôle populaire sur la formation, c'est se battre pour qu'à terme la classe ouvrière instaure son hégémonie sur l'ensemble de la vie sociale, et donc sur la définition même de la formation, sur les rapports entre formation et emploi

(qui les détermine ?), sur le contenu d'une formation continue accessible à tous les travailleurs en fonction de leurs propres besoins et non de ceux du patronat.

Tout ce qui — dès maintenant — permet une intervention des travailleurs sur l'école, de façon collective en tant que travailleurs et non en tant que parents soucieux de l'intérêt individuel de « leur » enfant, est donc partie prenante d'une stratégie autogestionnaire : par exemple, les reclassifications effectuées par le patronat de la métallurgie et de la chimie, posent concrètement le rapport formation — emploi et le contrôle par les travailleurs de leur propre formation, et de leur place dans la production. Les propositions du MAS de définir les étudiants comme des travailleurs en formation permet de repenser entre travailleurs et étudiants les liens entre la formation initiale dans la reproduction des rapports sociaux.

De même, les luttes menées dans les quartiers sur les effectifs des

classes, la sélection, les constructions de maternelles, la gratuité réelle des fournitures scolaires et l'utilisation par tous des locaux scolaires sont, dans leurs formes mêmes, significatives. Et elles débouchent, à moyen terme, sur : pourquoi des manuels ? Pourquoi tel type d'enseignement ? Pourquoi une école coupée de toute activité sociale ? Parce qu'elles touchent profondément à ce pourquoi l'école est faite : assurer la reproduction des classes sociales, assurer la diffusion de l'idéologie dominante.

Information hors de l'école, débats les plus ouverts possibles sur l'école, détermination d'objectifs de « décloisonnement » et prise en charge collective dans les quartiers, à la campagne, etc., par les travailleurs, sont les conditions de l'instauration d'un contrôle populaire sur la formation et s'inscrivent dans une stratégie autogestionnaire. ■